

## Développements macroéconomiques récents

Après un ralentissement en 2020 associé au COVID-19, l'économie se renforce à nouveau avec une croissance du PIB de 7,4 % en 2021. Elle est tirée du côté de l'offre par l'agriculture d'exportation, les industries extractives et manufacturières, les bâtiments et travaux publics, les transports et le commerce, et du côté de la demande par l'investissement et la consommation. L'inflation est passée de 2,4 % en 2020 à 4,2 % en 2021, causée par une hausse des prix des produits alimentaires, liée à une insuffisance de la production locale. Le crédit à l'économie a enregistré une hausse de 12,5 % de 2020 à 2021, stimulée par les mesures de soutien au système bancaire.

Le déficit budgétaire est estimé à 5,0 % du PIB en 2021 contre 5,6% en 2020, lié à une meilleure mobilisation des recettes fiscales et non-fiscales. Il est financé par des prêts projets et programmes, le marché financier régional et d'autres financements en devises. Les 925,6 millions de dollars reçus de l'allocation DTS ont été utilisés pour financer le déficit budgétaire. La dette publique, qui présente un risque modéré de surendettement, devrait atteindre 51,4 % du PIB en 2021, en raison de l'augmentation des dépenses liées au COVID-19. Le déficit des comptes courants devrait s'être creusé, passant de 3,2 % en 2020 à 3,8 % du PIB en 2021, en raison de la baisse des recettes provenant des services et du secteur primaire. La pandémie de COVID-19 a exacerbé la pauvreté en 2021, avec 20,2 % de la population vivant avec moins de 1,90 \$ par jour, contre 18,3 % en 2020, selon le rapport des Nations Unies sur les objectifs de développement durable 2021.

## Perspectives et risques

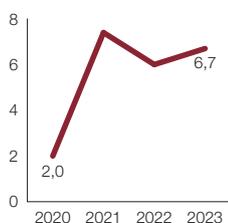
Les perspectives pour 2022–23 pourraient être affectées négativement par les impacts de la guerre en Ukraine. Toutefois, elles bénéficieront des investissements et des réformes prévus au Plan stratégique Côte d'Ivoire 2030 et au Plan national de développement 2021–2025 (PND), ainsi que d'un environnement sociopolitique plus stable. Ainsi, la croissance devrait ralentir à 6,0 % en 2022 avant de rebondir à 6,7% en 2023, essentiellement tirée par l'agriculture, l'activité industrielle, les

bâtiments et travaux publics, les transports, le commerce, les télécommunications, ainsi que les investissements et la consommation. L'inflation devrait s'accroître à 5,4% en 2022, en raison des tensions inflationnistes générées par la guerre en Ukraine, puis serait contenue à 2,3% en 2023. Le déficit budgétaire devrait être progressivement contenu à 4,7 % du PIB en 2022, puis à 3,8 % du PIB en 2023, grâce à un renforcement des réformes fiscales. Le déficit du compte courant se dégraderait à 4,8% du PIB en 2022 et à 4,4% en 2023, en lien avec la détérioration des termes de l'échange. La dette publique devrait être maintenue à une moyenne de 51,6 % du PIB en 2022–23. Cependant, la prolongation de la guerre en Ukraine, une nouvelle flambée de la pandémie, une baisse des prix des produits agricoles et une faible mobilisation des ressources pourraient compromettre ces perspectives.

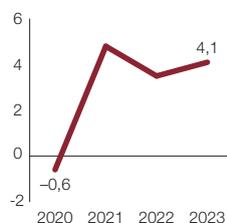
## Changement climatique et options de politiques publiques

La Côte d'Ivoire se classe 130<sup>e</sup> sur l'Indice mondial des risques climatiques 2021. Plus des deux tiers de son littoral sont touchés par l'érosion côtière. Son économie dépend des secteurs sensibles au climat – agriculture, élevage, aquaculture et énergie. En juillet 2018, la Banque mondiale a évalué les pertes de PIB liées au changement climatique entre 681 millions et 1,4 milliard de dollars en \$ constants 2017 d'ici 2040. Pour contrer cette menace, le gouvernement mène plusieurs programmes. Lors de la COP26, il s'est engagé à réduire ses GES de 30,4 % d'ici 2030 (contre un objectif initial de 28,2 % en 2015). Le financement de la CDN actualisée, d'un coût d'environ 22 milliards de dollars, nécessite des ressources provenant de fonds climatiques et du secteur privé, car le gouvernement ne consacre en moyenne que 400 milliards de dollars par an à la protection de l'environnement. Pour renforcer la résilience et accompagner la transition énergétique, le PND 2021–2025 vise à augmenter les contributions des énergies renouvelables dans le mix énergétique de 39,5 % à 42 % entre 2019 et 2025, à accélérer le développement d'une stratégie de développement à faible émission de carbone, et à réduire les dommages et pertes liés aux catastrophes naturelles.

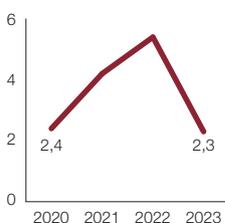
Taux de croissance du PIB réel (%)



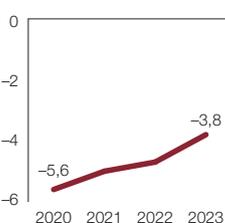
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



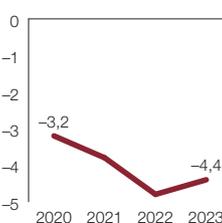
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de avril 2022 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2021 sont des estimations et données pour 2022 et 2023 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.